

Rue Édouard Vaillant et Rue du Général Leclerc

Le Maire de Hem,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1, R. 417-10 et R. 417-11

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté du 27 mai 2020 par lequel délégation de signature est accordée à M. l'Adjoint à l'Aménagement, aux Travaux, à la Voirie et au Numérique,

VU la demande en date du 04/03/2025 émise par TCPA aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation

CONSIDÉRANT que des travaux de micro forage dirigé pour reprise d'installation intérieure gaz rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 12/03/2025 au 21/03/2025 Rue Édouard Vaillant et Rue du Général Leclerc

ARRÊTE

Article 1

À compter du 12/03/2025 et jusqu'au 21/03/2025, les prescriptions suivantes s'appliquent Rue Édouard Vaillant (Hem) :

- Le stationnement des véhicules est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et possible de mise en fourrière immédiate ;
- Un rétrécissement de chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation :
 - Le dépassement des véhicules est interdit.
 - La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h.
 - La voie sera maintenue sur une largeur de 3 mètres.

Article 2

À compter du 12/03/2025 et jusqu'au 21/03/2025, les prescriptions suivantes s'appliquent Rue du Général Leclerc (Hem) :

- Le stationnement des véhicules est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et possible de mise en fourrière immédiate ;
- Un rétrécissement de chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation :
 - Le dépassement des véhicules est interdit.
 - La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h.
 - La voie sera maintenue sur une largeur de 3 mètres.

Article 3 - Maintien de la propreté par le demandeur

Le demandeur devra s'assurer du maintien du chantier dans un bon état de propreté pendant toute la durée des travaux et procédera à l'évacuation des gravats et déblais au fur et à mesure de l'avancement du chantier. A l'exception d'une autorisation expresse des services de la Ville, tout stockage de déblais et gravats sur la voie publique est interdit, assimilé à un dépôt clandestin de déchets, et à ce titre sera possible d'une amende. A la fin des travaux, ou au cours du chantier sur demande spécifique de la Ville, le demandeur enlèvera tous les matériaux restants, procédera au retrait de la signalisation temporaire et des barrières de chantier, et veillera au nettoyage de toutes les parties souillées par son occupation.

Article 4

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, TCPA.

Article 5

Monsieur le Commissaire de Police de Roubaix, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lille et Madame la Directrice Générale des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié ou affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Hem, le 04 mars 2025

Pour le Maire,

M.l'Adjoint à l'Aménagement, aux Travaux, à la
Voirie et au Numérique



DIFFUSION:

- TCPA
- Monsieur le Commissaire de Police de Roubaix
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lille
- Madame la Directrice Générale des Services
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord
- M. le Directeur de la Fédération Nationale des Transports Routiers
- MEL
- ILEVIA Service voirie
- Police Nationale Roubaix
- Dreal NPDC
- Préfecture
- SDIS
- ESTERRA
- ILEO
- Gendarmerie BTA

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.